

la première dont nous devons trouver la solution, et cependant depuis quatre mois et demi que nous sommes ici on lui a à peine consacré une couple d'heures.

Quelle est la cause qui empêche le Canada d'augmenter le nombre de ses habitants autant qu'il l'aurait dû dans les vingt dernières années? C'est le sujet de conversation en Angleterre aujourd'hui. L'Australie arrive à l'égalité avec nous et nous dépassera avant longtemps. Un homme d'Etat distingué de Grande-Bretagne a prédit que d'ici à vingt ans l'Australie aura une population de 100 millions d'âmes et qu'elle pourrait même dépasser celle des Etats-Unis d'Amérique. La faute en est à notre politique d'inertie depuis vingt cinq ans en matière d'immigration. Les crédits pour l'immigration sont à peu près au même chiffre, cette année, qu'ils l'étaient il y a un quart de siècle.

L'empire britannique a un grave problème à résoudre, celui de répartir sa population entre tous ses territoires. Un grand nombre de vétérans de la dernière guerre parmi les deux millions et demi de chômeurs que le gouvernement anglais entretient feraient d'excellents colons dans les différentes possessions du roi. J'approuve la déclaration qui a été votée par les différentes congrégations religieuses du Canada. Lors du récent synode de l'Eglise anglicane canadienne, Sa Grâce le primat du Canada a soutenu le vœu suivant:

Le conseil est profondément convaincu que dans les circonstances actuelles on devrait favoriser d'une manière toute spéciale les immigrants venant des Iles-Britanniques.

Je crois que l'opinion générale en Canada est surtout favorable à l'immigration de sujets anglais, nos frères, qui sont aptes à faire les meilleurs colons. Je suis sûr qu'il en viendrait un plus grand nombre sans les embarras causés par les lenteurs bureaucratiques du département que cela concerne. A ce sujet, on trouvera intéressant les lignes que je vais lire, publiées par M. Obed Smith dans l'*Empire Magazine* de février:

Tout le régime souffre des vices de la bureaucratie. Le sergent recruteur en campagne ne peut pas inscrire sur ses listes un seul homme sans en référer au War-Office. Je connais le cas d'un candidat avantageux qui attend en Ecosse depuis le mois de septembre que l'administration d'Ottawa ait décidé sur sa demande. Pendant ce temps-là il ne peut donner congé au propriétaire de la ferme sur laquelle il est employé. Ces retards nous le feront perdre peut-être.

Est-ce par accident ou à dessein que le chiffre des immigrants britanniques ait été maintenu dans la proportion de 35 ou 45 p. 100 contre 65 ou 55 p. 100 pour les immigrants des autres pays, au cours des dernières années?

Si les chiffres cités sont exacts, je répondrai que la chose n'est pas faite à dessein. L'année où le Canada a reçu le plus grand nombre d'immigrants, au meilleur de ma connaissance, ce fut avant la guerre et ils arrivent au nombre d'environ 400,000 dont 150,000 venaient des Iles-Britanniques. Actuellement, l'immigration décline constamment. En 1924, le Canada a reçu moins d'immigrants qu'en 1923, et depuis le commencement de l'exercice 1925 à venir jusqu'à date, chaque mois accuse une diminution comparativement à l'année dernière. Sur la somme de 3 millions de livres sterling que le gouvernement britannique a mis de côté pour aider à l'établissement des immigrants anglais dans les dominions d'outre-mer, il n'y a eu qu'une somme de 400,000 livres sterling en tout qui ait été réclamées par les gouvernements de ces divers pays. Les dominions ne tirent certainement pas franchement dans le collier afin de coloniser leurs vastes régions incultes.

Ne pourrait-on pas faire un peu plus afin d'encourager l'établissement des colons par groupements? Pour moi, le plus grand obstacle à l'établissement des colons venant des villes dans les régions éloignées et peu peuplées c'est la vie solitaire qui les attend.

J'ai toujours soutenu que la loi relative aux home-steads a le grand tort d'obliger les colons à résider sur une partie des terres qu'ils détiennent. Ils seraient bien plus heureux s'ils étaient établis par petits groupements sur des terres mises de côté à cette fin; les maisons seraient d'un accès facile; on y trouverait une couple de magasins, une boutique de forgeron et un poste radiotéléphonique de sorte que l'on pourrait tenter d'y développer l'esprit civique. Ce système tendrait fort à aplanir les difficultés que rencontrent les colons dans l'Ouest. C'est une coopération de cette nature qui a rendu si prospères les colonies de doukhobors. Supposons que je sois un anglais d'Angleterre, père de famille, et ayant réussi à économiser 50 ou 100 livres sterling. Qu'est-ce que le Canada est en mesure de me fournir pour cette somme?

La première formalité à remplir c'est de faire parvenir votre demande au bureau de Londres. On envoie quel'un vous interviewer ainsi que votre femme et les autres membres de votre famille. Ces détails sont envoyés à Ottawa et, s'ils sont approuvés, on vous expédie vers la région du Canada qui est censée convenir le mieux à vos aptitudes. On vous établit sur une ferme dont vous êtes tenu d'acquitter le prix dans un délai de 25 ans. Sur cette ferme, vous trouverez quelques poulets, et peut-être une vache et il est entendu que vous devez travailler pour le compte d'un autre cultivateur afin de vous familiariser avec les méthodes de culture de la région. Dans l'intervalle, votre femme et vos enfants vivront sur la ferme qui vous a été vendue. Le Gouvernement vous prêtera aussi une certaine somme. Et si vous trouvez que la ferme ne vous convient pas, qu'arrive-t-il?

Dans ce cas, vous êtes libre d'aller vous établir ailleurs, mais à vos frais.

Le système ne paraît-il pas un peu vague et décourageant, même au yeux du colon qui est disposé de travailler dur?

Vous ne sauriez lui donner trop de préférence; car, autrement vous vous butez contre les fils des cultivateurs déjà établis dans la région et qui désirent s'installer dans le voisinage de la terre paternelle.

Je désire maintenant citer les réflexions qu'ont faites sur ce problème quelques-uns des principaux dirigeants de l'opinion publique au Canada. Voici une déclaration toute récente du premier ministre (M. Mackenzie King):

Si nous cessons nos efforts afin de peupler ces vastes espaces incultes, de citoyens travailleurs et productifs, le Canada est destiné à traîner en arrière des autres pays et il sera impuissant à réaliser le superbe avenir qui lui est réservé.